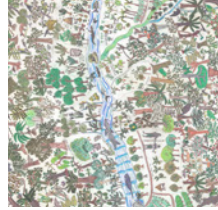




Événements

Conférence régionale Canada, É.-U, Australie et N.-Z.; Dialogue sur la diversité bioculturelle
Pages 1-2



Cartographie

Les passionnants projets de cartographie communautaire de nos partenaires
Pages 3-7



De la Tanzanie au Yukon

Des partenaires Maasai visitent des Premières Nations en C.-B. et au Yukon
Page 10



Nouvelles

Numéro 2

Automne 2019

CENTRE POUR LA CONSERVATION ET LE DÉVELOPPEMENT AUTOCHTONES ALTERNATIFS

Bienvenue dans la deuxième édition de notre bulletin du CICADA! Celui-ci vise à communiquer les activités des chercheurs et des chercheuses du CICADA et des organisations autochtones partenaires. À cette fin, nous accueillons les soumissions de tous les chercheurs et partenaires. Les nouvelles et les images peuvent nous être envoyées à : cicada.news@mcgill.ca.

Bonne nouvelle! Depuis le printemps, le CICADA a emménagé dans de nouveaux bureaux mieux adaptés à notre travail. N'hésitez pas à nous rendre visite à Peterson Hall, salle 206, situé sur le campus du centre-ville de l'Université McGill.



Les participants au Dialogue nord-américain sur la diversité bioculturelle 2019 (voir page 2)

Conférence régionale Canada, États-Unis, Australie et Nouvelle-Zélande à Montréal

Le CICADA organise la troisième d'une série de conférences régionales conjointes au Canada

Du 1er au 4 mai, à Montréal, nous avons tenu notre troisième conférence régionale, conjointement avec le Consortium des aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC), à l'intention des membres du CICADA du Canada, des États-Unis, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (contextes des «États colonisés»). Cette conférence faisait suite à une première conférence régionale latino-américaine en octobre 2018 à Fusagasugá, en Colombie, et à une deuxième conférence régionale africaine, en novembre 2018 à Bishoftu, en Éthiopie (détaillées dans notre bulletin du printemps 2019).

Les chercheurs(euses) et partenaires du CICADA ainsi que les membres du Consortium APAC ont présenté leurs travaux ainsi que des études de cas sur les thèmes suivants : la conservation et les territoires de vie; les moyens de subsistance et le bien-être des populations autochtones; les droits des peuples autochtones et les interlégalités; la défense territoriale dans les contextes extractifs; et les technologies et mé-

thodologies audiovisuelles et cartographiques. Chaque panel thématique a été suivi de discussions en sous-groupes au cours desquelles nous avons approfondi le thème et discuté des actions possibles et des implications politiques.

Le dernier jour de la conférence a été consacré à la réunion de l'Assemblée régionale Canada/États-Unis du Consortium APAC. Les membres réguliers et honoraires du Consortium, y compris CICADA, ainsi que des observateurs, ont participé aux discussions sur la meilleure manière d'activer et de mobiliser le réseau du Consortium APAC dans la région Canada/États-Unis. La conférence régionale à Montréal a été une source d'inspiration et a permis de créer des liens et des échanges entre chercheurs, membres de la communauté et praticiens partageant les mêmes défis, objectifs et aspirations. Vous pouvez trouver les vidéos des présentations faites à la conférence de Montréal, ainsi que de celles des réunions en Éthiopie et en Colombie, sur notre site Web, cicada.world/fr, sous l'onglet «Événements». ●

Le premier dialogue nord-américain sur la diversité bioculturelle

Le CICADA réunit un éventail d'acteurs à Montréal pour échanger sur la diversité bioculturelle

La conférence régionale susmentionnée du CICADA avec le Consortium APAC a été immédiatement suivie par le premier Dialogue nord-américain sur la diversité bioculturelle, qui s'est tenu du 5 au 8 mai. La conférence était coparrainée par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, la Commission canadienne pour l'UNESCO, le Centre pour la biodiversité et la conservation du Musée américain d'histoire naturelle, l'Assemblée des Premières Nations, le Centre pour la science de la biodiversité du Québec, Parcs Canada et le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec.

Le Dialogue nord-américain a réuni plus de 120 représentant(e)s de communautés autochtones, de gouvernements, d'organisations internationales et non gouvernementales et du milieu universitaire pour explorer les liens entre la diversité biologique et culturelle au niveau régional, leurs implications pour la gestion des ressources naturelles et la prise de décisions, et les principaux défis et opportunités en matière de préservation de la diversité bioculturelle.

Le Dialogue a débuté le 5 mai au soir par une réception au Musée Redpath, sur le campus de l'Université McGill. Le 6 mai, la conférence a commencé par des discours liminaires, des allocutions de bienvenue et un panel interactif sur la restauration, la revitalisation, le maintien et la transmission des langues autochtones et des formes traditionnelles de connaissance et de culture ainsi que sur l'intégration des systèmes de connaissance. Nous avons ensuite pris part à une excursion dans la communauté Kani'en'kehá:ka de Kahnawá:ke. Après la cérémonie d'ouverture traditionnelle

et le dîner, nous avons visité la Maison longue, le Centre de la langue et de la culture et l'école Survival de Kahnawá:ke, afin de prendre connaissance des initiatives entreprises par la communauté pour revitaliser, préserver et transmettre sa culture et sa langue.

Le deuxième jour de la conférence, les participant(e)s ont eu l'occasion de choisir entre trois volets thématiques le matin et l'après-midi, au cours desquels de courtes présentations ont permis de lancer des discussions en table ronde. Les thématiques explorées furent : le lien entre la nature, la culture et le bien-être; les moyens de subsistance, la santé et le bien-être, et la souveraineté et la sécurité alimentaire; les applications culturellement spécifiques des technologies de communication pour promouvoir la diversité biologique et culturelle; les interlégalités et les droits des peuples autochtones; et l'intendance des peuples autochtones (gouvernance, gestion et conservation) de leurs territoires et aires collectives.

Lors de la dernière journée du dialogue, les président(e)s et rapporteur(e)s de chaque volet ont résumé les principaux points et actions recommandées pour chaque thème, ce qui a alimenté l'élaboration d'une déclaration. La Déclaration régionale nord-américaine sur la diversité bioculturelle, disponible sur le site Web du CICADA sous l'onglet «Événements», recommande des actions pour favoriser la résilience des communautés et renforcer les liens entre la diversité biologique et culturelle en Amérique du Nord. De même, l'équipe du CICADA a travaillé sur une série de notes de politique concernant les thèmes abordés, qui sera bientôt disponible sur notre site Web. ●

Visitez-nous en ligne



cicada.world/fr



facebook.com/CICADA.world



twitter.com/CICADAorg



youtube.com/CICADAorg

Restez en contact : envoyez-nous vos nouvelles!

Membres et partenaires: merci de nous envoyer vos nouvelles pour les futurs bulletins, afin de partager vos développements avec la communauté du CICADA. Du texte et des images peuvent nous être envoyés à:

cicada.news@mcgill.ca

Pour vous abonner à ce bulletin, au format électronique ou papier, visitez: cicada.world/fr/nouvelles

En août dernier, le représentant Atikamewk Christian Cocco a voyagé au Panama pour prendre part à un échange culturel et de connaissances avec les partenaires Ngäbe et Buglé du CICADA. Visionnez un court video sur notre page Youtube!



Projet Territorialités et cartographies autochtones

Premier séjour de recherche et rencontres entre Atikamekw Nehirowisiwok (Québec) et Hul'qumi'num (Colombie-Britannique)

Par Benoit Éthier, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Dans le cadre du projet Territorialités et cartographies autochtones (CRSH, Développement savoir 2018-2020), les membres du CICADA ont réalisé leur premier séjour et atelier de travail dans les communautés Hul'qumi'num (Colombie-Britannique, juin 2019). Ce séjour a permis la rencontre et le partage entre des membres des Nations Atikamekw Nehirowisiwok (Québec) et Hul'qumi'num (Colombie-Britannique) autour de leurs démarches de transmission de savoirs territoriaux, d'affirmations et d'autodétermination.

Lors de leur séjour, les membres de l'équipe ont eu l'opportunité de rencontrer Robert Morales, qui agit à titre de négociateur en chef pour les Nations Hul'qumi'num, et Al Anderson, directeur général du Hul'qumi'num Treaty Group. À l'instar des Atikamekw Nehirowisiwok, les Hul'qumi'num sont engagés dans des négociations de revendications territoriales auprès des gouvernements fédéral et provincial. Ces négociations sont encadrées par la politique de revendications territoriales globales. Cette rencontre a permis, entre autres, le partage des défis reliés à ces démarches de négociation et aux différentes stratégies innovantes développées par les Premières Nations pour affirmer leurs principes et pratiques existentiels.

Les membres de l'équipe ont été les hôtes du chef John Elliot de la Nation Stz'uminus (une des six Nations Hul'qumi'num). Dans cette même communauté, ils ont eu la chance de par-

tager un repas avec les aînés et de participer à la célébration de la langue Hul'qumi'num organisée par des membres de la ShXiXnu-tun Lelum Primary School.



Les membres de l'équipe *Territorialité et cartographies autochtones* (de gauche à droite sur la photo): Brian Thom (UVic), Sylvie Poirier (ULaval), Benoit Éthier (UQAT), Gérald Ottawa (Conseil de la Nation Atikamekw), Charles Coocoo (aîné, membre de la communauté atikamekw de Wemotaci) et Christian Coocoo (Conseil de la Nation Atikamekw). Photo prise par Justine Gagnon.

Un atelier de cartographie a été organisé par Brian Thom, initiateur et directeur du Laboratoire de cartographie ethnographique (*Ethnographic Mapping Lab*) (UVic). L'atelier a permis aux membres de l'équipe de réfléchir à des modèles de cartes interactives qui pourraient mieux représenter les relations territoriales et les systèmes fonciers autochtones, notamment dans le contexte des revendications territoriales globales et de chevauchements territoriaux.

Le premier séjour de rencontres et de recherche du projet Territorialités et cartographies autochtones a ouvert la voie à la création de ponts entre des Premières Nations de l'Est et de l'Ouest du Canada qui sont engagées dans les mêmes démarches d'affirmation culturelle et identitaire et qui sont confrontées à des défis similaires en terme de reconnaissance de leurs droits territoriaux. Le prochain séjour de rencontres et de recherche réunissant ces deux Nations autochtones se déroulera à l'automne 2020 au sein de *Nitaskinan*, le territoire ancestral revendiqué par la Nation Atikamekw Nehirowisiwok.

Pour plus d'informations sur le projet Territorialités et cartographies autochtones, veuillez contacter Benoit Éthier (École d'études autochtones, UQAT) : benoit.ethier@uqat.ca. ●



Rencontre de l'équipe avec Robert Morales (debout sur la photo), négociateur en chef pour le Hul'qumi'num Treaty Group

Google présente le langage Hul'q'umi'num' dans la dernière histoire de Google Earth Voyager

Par Brian Thom, Université de Victoria

Le 9 août, la Journée internationale des peuples autochtones a été célébrée sous le thème «Langues autochtones». Ce jour-là, Google a lancé l'histoire «Célébrer les langues autochtones» de Google Earth Voyager. yutustanaat Mandy Jones (Première nation Snuneymuxw) s'est associée à l'anthropologue de l'UVic Brian Thom pour présenter la langue hul'q'umi'num' parmi les 55 langues autochtones présentées dans cette histoire très médiatisée de Google Earth Voyager. Le hul'q'umi'num' est parlé sur l'île de Vancouver de Nanoose Bay à Mill Bay et dans les îles Gulf. Brian Thom travaille en partenariat avec les communautés hul'q'umi'num' depuis le début des années 1990.

La contribution de la langue hul'q'umi'num' à l'histoire de Google Earth Voyager est centrée sur l'amour de yutustanaat Mandy Jones envers sa langue et sur sa passion de l'ensei-

gner aux jeunes du district scolaire 68 (Nanaimo-Ladysmith). Pour créer l'histoire Voyager, M. Thom a travaillé avec des étudiant(e)s de l'école secondaire Ladysmith pour faire des enregistrements audio de yutustanaat partageant

«Dans notre cours d'apprentissage fondé sur les terres, ici à Ladysmith, nous commençons chaque cours avec une phrase. Notre phrase est 'uy' ye' thut ch 'u' suw ts'its'uwatul' ch. Soyez bons et aidez-vous les uns les autres. C'est une phrase que nous devons vraiment ramener dans nos vies. Nous voulons que nos étudiants apprennent à être bons. Nous voulons qu'ils apprennent à s'entraider et qu'ils perpétuent cette phrase avec leur famille, leurs amis, leurs camarades de classe, pour qu'alors elle se transmette dans nos communautés et dans le monde.»

- yutustanaat

des mots, des phrases, un proverbe et des chansons dans sa langue.

Brian Thom a fondé, en 2010, le laboratoire de cartographie ethnographique de l'UVic en tant qu'espace destiné à faciliter les partenariats de collaboration entre les chercheurs(euses) et les communautés autochtones s'efforçant de cartographier les territoires autochtones pour appuyer les droits fonciers, la gestion des ressources, le partage intergénérationnel de connaissances et l'éducation du public. Au cours des années, bon nombre de leurs projets ont utilisé Google Earth et des outils connexes pour faciliter la documentation des connaissances autochtones liées au territoire et pour partager efficacement des cartes pertinentes avec les communautés et le grand public.

L'histoire de Google Earth Voyager, «Célébrer les langues autochtones», est [disponible](#) sur Google Earth en 10 langues. ●



La contribution de yutustanaat Mandy Jones à Célébrer les langues autochtones telle que présentée sur Google Earth

MappingBack : cartographies autochtones des industries extractives

Par le collectif MappingBack

Pour les peuples autochtones à travers les Amériques, l'extraction industrielle des ressources naturelles constitue une menace urgente. En raison de la centralité du territoire autant pour l'extraction industrielle des ressources naturelles que pour les peuples autochtones, les cartes sont la technologie principale et essentielle pour représenter les luttes pour les ressources qui en découlent.

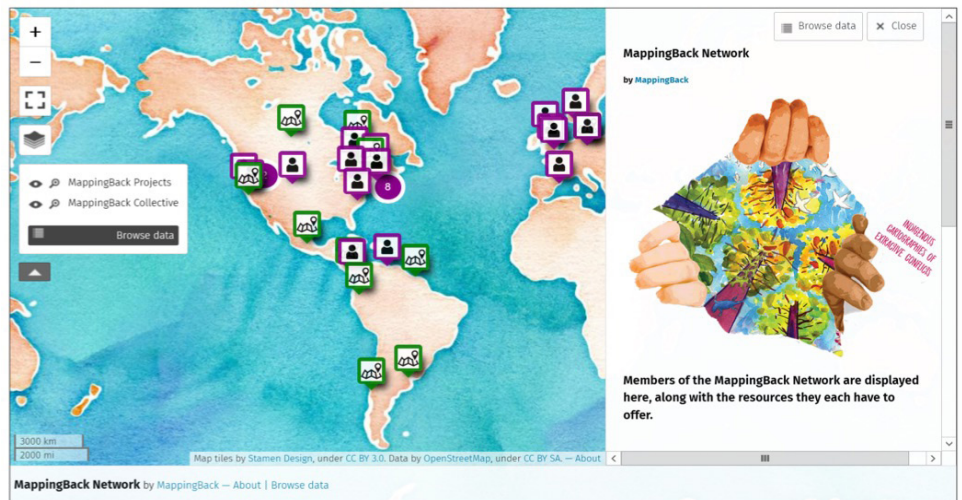
Le projet MappingBack s'inspire des travaux de cartographes critiques, d'artistes autochtones et de militant(e)s qui utilisent la cartographie pour résister à l'extractivisme, tout en expérimentant des expressions spatiales et en réfléchissent de manière critique à la rhétorique de la représentation, à l'esthétique spatiale et aux conventions.

Ce projet a pour objectif d'explorer d'autres moyens de cartographie autochtone au-delà des projets de Google

Earth, de SIG et de cartographie participative. Tout a commencé en octobre 2017 à Montréal avec un atelier de trois jours structuré autour d'exercices collectifs de cartographie abordant les problèmes soulevés par les partenaires autochtones. Certains des résultats de cet atelier sont présentés sur le site Web MappingBack, qui comprend également une liste de projets soutenus par MappingBack ainsi qu'une liste de personnes possédant diverses compétences (par exemple, en SIG ou en soutien juridique, social ou financier) prêtes à contribuer à de futurs projets de cartographie.

Pour en savoir plus sur ce projet et pour rejoindre ce collectif, veuillez visiter le site Web : <http://mappingback.org/>.

Pour en savoir plus sur ce projet et pour rejoindre ce collectif, veuillez visiter le site Web : <http://mappingback.org/>.



La plateforme MappingBack aide à la mobilisation d'une vaste gamme de formes alternatives d'expression spatiale pouvant être utilisées par les communautés à des fins d'éducation du public et de plaidoyer pour la défense de leur territoires (Source: http://mappingback.org/home_en/resources/)

Lancement de la Global Tapestry of Alternatives

Par Ashish Kothari, Kalpavriksh

Dans le contexte de crises écologiques et sociales mondiales croissantes, les mouvements vers des alternatives radicales doivent se rejoindre. La Global Tapestry of Alternatives (www.globaltapestryofalternatives.org) a pour objectif de fournir une plate-forme à cet effet. Elle favorisera des espaces d'échange, d'apprentissage mutuel, de collaboration et de vision collective parmi les alternatives existantes qui défient le système patriarcal, capitaliste, étatique, raciste et anthropocentrique dominant. En d'autres termes, des initiatives démontrant qu'il est possible de vivre avec des normes et des

conditions favorisant la justice, l'équité et la sagesse écologique. Pour ce faire, le projet vise à identifier, documenter et encourager l'auto-articulation de ces initiatives. Il cherche également à inspirer les autres à suivre de tels chemins. À travers ces buts, le projet peut peut-être aider à former une masse critique de personnes et d'organisations capable de remplacer le système dominant par des systèmes alternatifs, aux niveaux local, régional et mondial. Il propose de le faire en association avec d'autres mouvements ayant des objectifs connexes.



[1] Première couche de la carte

Cartographie bioculturelle participative par les Embera Drua dans la réserve hydrologique de Majé, Panama

Par Carmen Umaña-Kinitzki, Université McGill

En avril, nos partenaires Embera Drua du bassin hydrographique de Majé, dans le sud du Panama, ont documenté les conditions biologiques et culturelles sur leur territoire par le biais d'une cartographie participative. Avec le soutien du Cacique Lázaro Mecha et les conseils de l'aînée Juana A pochito, les résident(e)s ont réalisé deux cartes bioculturelles superposées du passé et du présent du bassin hydrographique de Majé afin de suivre les effets du développement de barrages

hydroélectriques et de la déforestation sur la biodiversité.

[1] La première couche de la carte retrace l'écologie historique du bassin versant de Majé et de ce qui était autrefois la rivière Bayano au cours de la première moitié du XXe siècle. Chaque illustration représente un élément: voie navigable, grotte, village, lieu spirituel ou espèce unique de flore ou de faune qui se trouvait auparavant sur le territoire et dont les aîné(e)s se rappelaient par son nom et utilisaient autrefois. Les

noms traditionnels de ces espèces ont été documentés en embera et en espagnol sur la carte et ont été compilés dans une liste d'espèces afin de promouvoir la revitalisation des connaissances écologiques traditionnelles parmi les jeunes de la communauté.

[2] La deuxième couche de la carte affiche la perte rapide de biodiversité due aux pressions combinées du développement des barrages et de l'expansion de la frontière. La construction du complexe du barrage de Bayano (de 1972 à



Des partenaires Embera-Drua présentent le fruit de leur travail pour le projet de cartographie.



[2] Deuxième couche de la carte

1976) a radicalement modifié le bassin hydrographique de Majé suite à l'inondation du réservoir de 300 km² du barrage qui a formé le deuxième plus grand lac du pays, Lago Bayano. Ce lac artificiel a submergé les forêts de basse altitude et les villages, déplaçant ainsi les familles Embera Drua sur les rives supérieures de la rivière Majé. Au cours des décennies suivantes, le développement des routes et la pression nationale en faveur de la croissance économique ont favorisé l'accaparement des terres, la déforestation par brûlis et l'expansion des pâturages. En 1996, le bassin versant de Majé - comprenant les zones habitées par des colons et les communautés réinstallées des Embera Drua - a été inclus dans la réserve hydrologique de Majé.

Cette réserve nationale a été créée sans

connaissance ni consultation préalable de la communauté et a rendu le territoire inéligible aux titres de propriété collective d'une «comarca» autochtone. Sous la protection du ministère de l'Environnement, la réserve hydrologique de Majé a interdit l'agriculture dans les forêts locales et autour des cours d'eau; cependant, la colonisation dans la réserve se poursuit sans relâche. Avec la perte rapide du couvert forestier, les Embera Drua de Majé sont maintenant confrontés à la stérilité des sols, à l'érosion et à l'épuisement de l'aquifère de Majé, tous exacerbés par les effets des changements climatiques. Les incendies de forêt sont particulièrement fréquents pendant la saison sèche et mettent en péril les derniers fragments de forêt du bassin hydrographique de Majé.

Le processus de documentation de ces transformations bioculturelles a ravivé les traumatismes de déplacement antérieurs. Cependant, il s'agissait d'un projet nécessaire et autonomisant selon les participant(e)s. Ces deux cartes (chacune mesurant 1 x 2,5 mètres) fournissent les premières représentations visuelles de la relocalisation de la communauté et de l'évolution des connaissances bioculturelles. La communauté a l'intention de générer une troisième couche de la carte pour illustrer les plans des futures initiatives de reboisement et des projets touristiques locaux. En outre, la communauté souhaite utiliser les présentes et futures cartes dans le cadre de leurs efforts continus pour obtenir un titre de propriété collective sur les pâturages défrichés et les forêts restantes du bassin versant de Majé. ●



La Réserve hydrologique de Majé

Discuter de la responsabilité publique de la diplomatie économique canadienne au Mexique et au Guatemala

Par Charis Kamphuis, Université Thompson Rivers (TRU)

Cet été, Charis Kamphuis (Faculté de droit de la TRU) et Shin Imai (École de droit d'Osgoode Hall), tous deux membres fondateurs du projet Justice & responsabilité des entreprises (Justice & Corporate Accountability Project - JCAP), ont contribué à d'importantes avancées dans deux procès de la Cour fédérale canadienne concernant les actions de représentant(e)s canadien(ne)s dans les missions diplomatiques au Mexique et au Guatemala. Dans les deux cas, le JCAP allègue que, en apportant un soutien aux activités des sociétés minières canadiennes à l'étranger, les agent(e)s de l'État n'ont pas respecté les obligations du Canada en vertu du droit international et des politiques nationales sur les défenseurs(euses) des droits de la personne et la responsabilité sociale des entreprises. Ces cas représentent la première fois que la responsabilité publique pour les conséquences sur les droits de la personne de la « diplomatie économique » du Canada est débattue devant un tribunal canadien.

Dans le premier cas, *Gordillo c. Canada*, la famille et les partisans de l'activiste mexicain assassiné Mariano Abarca allèguent qu'entre 2008 et 2009, les diplomates canadien(ne)s n'ont pas suivi les politiques en vigueur et que leurs actions et omissions ont augmenté le risque de préjudice pour Abarca, un dirigeant local qui dénonçait ardemment les activités de la société minière canadienne Blackfire à Chiapas au Mexique. En août 2019, les partisans d'Abarca ont interjeté appel devant la Cour d'appel fédérale afin que celle-ci ordonne au

Commissaire à l'intégrité de la fonction publique d'enquêter sur leurs revendications.

Le second cas, *Imai c. Canada*, concerne des mesures de précaution adoptées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) en 2010 en faveur des communautés autochtones maya touchées par la mine Marlin de Goldcorp au Guatemala. Entre autres, la CIDH a demandé au Guatemala de suspendre les activités de Goldcorp et d'enquêter correctement sur la qualité de l'eau et les préoccupations des communautés en matière de santé. JCAP demande à la Cour fédérale d'ordonner à Affaires mondiales Canada de divulguer des informations concernant les réactions des agents publics canadiens aux mesures de précaution. Le JCAP estime que, sur la base de documents obtenus grâce aux lois sur l'accès à l'information, de hauts responsables canadiens ont fait pression sur les agents publics guatémaltèques pour qu'ils ne mettent pas en œuvre les mesures de précaution et ont tenté d'influencer les procédures de la CIDH en faveur de Goldcorp. Le CICADA a apporté son soutien aux traductions afin que les communautés guatémaltèques soient informées de l'affaire et que leurs points de vue soient pris en compte dans les procédures judiciaires.

Pour plus d'informations sur l'un ou l'autre de ces cas, ou sur la diplomatie économique canadienne plus généralement, contactez Charis Kamphuis à : ckamphuis@tru.ca. ●

Un collaborateur du CICADA contribue à une victoire juridique pour l'art autochtone

Par Jon Altman, Université nationale australienne et Université Charles Darwin

Dans une affaire judiciaire historique devant la Cour fédérale d'Australie, la Commission australienne de la concurrence et de la consommation c. *Birubi Art Pty Ltd* [2019] CAF996, un fabricant d'art autochtone inauthentique a été reconnu coupable de conduite trompeuse et condamné à une amende de 2,3 millions de dollars australiens.

Le juriste du gouvernement australien a retenu les services du professeur Jon Altman en tant que témoin expert dans cette affaire. Son affidavit documentait les avantages pour les artistes aborigènes et insulaires

du détroit de Torres et leurs communautés de produire et de vendre des œuvres d'art et des artefacts, ainsi que des contrats de licence. Il a fourni l'avis d'expert que le comportement trompeur tel que défini par le droit australien de la consommation et exercé par *Birubi Art* réduirait les avantages financiers pour les artistes aborigènes et insulaires du détroit de Torres et leurs communautés et porterait atteinte au « capital de marque » autochtone émergent dans les arts visuels. Un lien vers le jugement est [disponible](#) sur le site web du CICADA sous l'onglet « Nouvelles - Bulletin ».

Retours d'information sur le transfert des connaissances locales eenou à Waswanipi

Par Paul Wattez, Université de Montréal et Université Laval

Pour finaliser sa recherche doctorale, Paul Wattez a organisé des groupes de discussion de retours pour présenter son analyse ethnographique initiale sur le transfert des connaissances locales eenou à Waswanipi, l'une des dix communautés des Eeyouch (Cris du Québec), où il a effectué sa recherche doctorale sur le terrain de 2014 à 2016. Environ dix Eenouch ont participé aux trois jours de groupes de discussion qui se sont déroulés à la Jackie u shiibiiuu-gamukw (la maison de la rivière Jackie) située sur le site culturel de la communauté.

Wattez avait identifié trois objectifs de recherche : (1) rendre compte de sa première analyse à la communauté; (2) compléter son analyse en vérifiant si ses résultats représentaient un malentendu ou une interprétation erronée; (3) recueillir

de nouvelles informations avec les Eenouch prêt(e)s à participer, en mettant l'accent sur les aspects positifs des particularités d'être un(e) Waswanipi Eenouch aujourd'hui et dans le passé. Les groupes de discussion ont porté sur cinq thèmes: les périodes de chasse (le *Goose break* (chasse à l'outarde) et le *Moose break* (chasse à l'orignal); l'atelier Jackie Gull Memorial Pipun Eeeyou Eetouwin; les expéditions territoriales annuelles (les brigades de canoë et les voyages d'hiver); Chiiwetau, le rassemblement traditionnel; et le projet du 40ème anniversaire. Chaque thème a été abordé en relation avec le transfert de trois types de connaissances locales : la chasse, le piégeage et la pêche; les connaissances de la brousse; et l'histoire locale. Les conversations avec les participants ont été riches en informations.

« Je suis très reconnaissant envers les Eenouch qui ont participé à ces groupes de discussion de retours et/ou à ma recherche doctorale en partageant des informations avec moi, en m'accueillant dans leurs maisons et/ou sur leurs terrains de chasse et leurs camps, et en me guidant dans le monde eenou. Je voudrais remercier tout particulièrement la famille Grant qui m'a accueilli lors de mon séjour à Waswanipi cet été. Je remercie également Sylvie Poirier, ma codirectrice, qui a financé cette activité par l'intermédiaire du CICADA. Tchi meegwetch! », conclut Paul Wattez. ●



Le CICADA dénonce le regain de discrimination et de violence à l'encontre du Resguardo Indígena Cañamomo Lomaprieta

Par Viviane Weitzner, partenaire du CICADA

La situation de violence et de discrimination à l'égard du partenaire du CICADA le Resguardo Indígena Cañamomo Lomaprieta, patrie de 32 communautés autochtones Embera Chami dans le département de Caldas en Colombie, s'est radicalement aggravée.

Avec les commandants des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) menaçant de reprendre les armes compte tenu de l'incapacité du gouvernement colombien à

mettre en œuvre l'accord de paix de 2016, les élections municipales prévues pour octobre et la proposition de loi 354 qui entrave les gains obtenus de la Cour constitutionnelle par les Embera Chami dans la garantie de leurs droits territoriaux, les 24 000 membres du Resguardo Cañamomo Lomaprieta se préparent à une flambée de violence.

En effet, l'ancien chef Héctor Jaime Vinasco, qui a coordonné une délégation de 30 membres du CICADA dans son pays

Continué à la page 10

d'origine en octobre 2018, a été contraint de quitter temporairement le Resguardo en raison de menaces de mort toujours plus nombreuses, malgré ses gardes du corps et sa voiture à l'épreuve des balles.

Son cas met en évidence les éléments de preuve fournis dans un rapport de *Front Line Defenders* de 2019 soulignant qu'en 2018, la Colombie était le pays le plus dangereux au monde pour être un défenseur(euse) des droits humains et fonciers, les chefs des peuples autochtones et afro-descendants étant les plus menacés.

C'est dans des moments comme celui-ci que les partenaires autochtones ont besoin de toute la solidarité qu'ils peuvent

obtenir. Outre le développement de recherches visant à renforcer la sécurité territoriale du Resguardo, le CICADA a adressé au Congrès colombien une lettre exposant le caractère problématique de la loi 354 proposée. Cette loi compromet le processus de délimitation territoriale du Resguardo Cañamomo ordonné par la Cour constitutionnelle dans sa décision T 530/2016 et a été rédigée sans la consultation ni le consentement du Resguardo et des autres Resguardos concernés. Nous espérons que notre voix donnera du poids à l'opposition croissante.

Nous suivons de près la situation en Colombie et exprimons notre solidarité au Resguardo ainsi qu'à tous les dirigeants autochtones, afro-descendants et sociaux du pays. ●

Visites entre des Maasai de Tanzanie, des membres des Premières nations canadiennes et des étudiant(e)s

Par Philip Dearden (Université de Victoria) et Bruce Downie (fondateur du Kesho Trust)

En mai, le professeur Phil Dearden et Bruce Downie ont mené une équipe de Maasai de Tanzanie à établir des liens avec les Premières nations de l'île de Vancouver et du Yukon. La visite, financée par une subvention Connections du CRSH, visait à donner à ces communautés autochtones la possibilité de tirer des enseignements de leurs expériences mutuelles en matière de conservation et de moyens de subsistance dans leurs contextes géographiques particuliers. Les nations ont partagé de nombreux riches moments, célébrant leurs similitudes et leurs différences et travaillent maintenant sur les possibilités de liens futurs.

En août, Dearden et Downie ont organisé un stage sur le terrain au Enguserosambu Forest Trust, à Loliondo, en Tanzanie, à l'intention de 19 étudiant(e)s en géographie. La visite avait pour thème "La conservation dans un monde surpeuplé" et comprenait une observation exceptionnelle de la faune et de la flore sauvages dans les

parcs nationaux de Serengeti et Saadani et dans la zone de conservation de la faune de Ngorongoro, ainsi que de nombreuses interactions avec les communautés locales autour de Saadani et de Loliondo. Le Kesho Trust collabore avec les communautés locales situées autour des parcs nationaux de Saadani et de Serengeti et a facilité la création de centres d'écotourisme et d'apprentissage basés sur la communauté afin d'améliorer la diversification des moyens de subsistance locaux. Les étudiant(e)s ont préparé des plans d'entreprise, des plans de conservation, des initiatives

de cartographie communautaire et ont appliqué le cadre des moyens de subsistance durables afin de mieux comprendre et d'aider aux développements futurs. Les étudiant(e)s ont pu se familiariser avec certains des défis auxquels sont confrontées les communautés isolées dans ces régions et les défis auxquels sont confrontés la conservation et les moyens de subsistance face au déclin de la biodiversité, à la pauvreté, à l'érosion culturelle, aux défis de gouvernance, aux incertitudes politiques et au changement climatique mondial. ●



(De gauche à droite) Mark Leshao Talash, Samwel Nangiria Taresero et Nalaimuta Oletutayo Makesianu au Centre communautaire Tagish-Carcross, au Yukon.

Accélérer l'impact de la recherche en Bolivie

Construire des ponts avec les décideurs politiques pour soutenir la demande d'autonomie politique des peuples autochtones Monkoxi de Lomerío

Par Iokiñe Rodriguez, Université d'East Anglia (UEA)

Depuis 2016, Iokiñe Rodriguez (UEA, Royaume-Uni) et Mirna Inturias (Universidad NUR, Bolivie), membres du CICADA, reçoivent des fonds d'accélérateur d'impact de la recherche du Conseil de la recherche économique et sociale (ESRC) du Royaume-Uni pour soutenir la revendication d'autonomie politique du peuple Monkoxi de Lomerío en Bolivie. L'objectif principal de leurs activités a été d'influencer les prises de décision aux niveaux national et local concernant la revendication des Monkoxi à l'autonomie territoriale, sachant que l'autonomie politique est essentielle pour une gestion juste et durable des territoires autochtones.

Parmi les activités menées en 2016, on peut citer: a) la coproduction avec l'Université Nur, l'Union autochtone de Lomerío (CICOL) et le Ministère bolivien de l'autonomie d'un ouvrage sur la justice environnementale et l'autonomie territoriale autochtone en Bolivie; (b) sa présentation à l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones à New York et (c) son lancement en Bolivie. En 2017, une activité supplémentaire consistait à aider la CICOL à élaborer une stratégie de communication visant à donner une visibilité publique à la revendication d'autonomie politique des Monkoxi.

En décembre 2018, elles ont aidé à organiser un atelier supplémentaire de trois jours à Santa Cruz de la Sierra pour faciliter le dialogue entre les différentes nations autochtones et le gouvernement bolivien sur l'état des différentes revendications d'autonomie politique dans le pays. Des représentant(e)s de



Les participants à l'atelier à Santa Cruz de la Sierra, 2018

six territoires autochtones ont participé à cet événement: Raqaypampa (Cochabamba), Lomerío, Charagua, Territorio Indígena multiétnico (Beni), Corque Marca et Uru Chipaya (Oruro). Au cours de ces trois jours, les représentant(e)s ont eu l'occasion de procéder à une auto-évaluation de leurs gouvernements autonomes et de leurs revendications d'autonomie politique. Ils(elles) ont également rencontré des représentants du Tribunal constitutionnel multinational, du Tribunal électoral suprême, du ministère de la Présidence et du Vice-ministère de l'Autonomie afin de présenter une série de demandes d'accélération de leurs revendications d'autonomie. Les résultats de cette activité seront prochainement publiés dans un livre intitulé «Territoires, justices et autonomies: un dialogue entre les nations autochtones autonomes boliviennes et l'État», qui devrait être présenté à l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones en 2020.

Ces activités d'impact ont largement contribué à faire avancer la revendication d'autonomie des Monkoxi. En mai 2018, la Cour constitutionnelle bolivienne a approuvé les statuts d'autonomie des peuples monkoxi. Le dialogue et l'évaluation conjointe des revendications d'autonomie politique des différentes nations autochtones de Bolivie ont conduit, en 2019, à une modification de la législation nationale facilitant la voie juridique des revendications d'autonomie autochtones. Tel que demandé lors du dialogue de 2018, il n'est plus nécessaire d'organiser deux référendums dans les territoires autochtones pour approuver une transition vers des gouvernements autonomes. Bien que les peuples autochtones monkoxi doivent encore subir des procédures administratives supplémentaires pour garantir leur autonomie politique, les conditions actuelles semblent beaucoup plus prometteuses qu'en 2016, lorsque l'UEA et la NUR ont commencé à soutenir leur revendication. ●

Publications récentes par des partenaires du CICADA

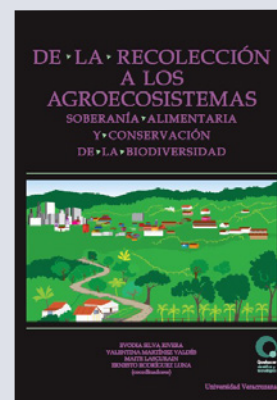
- Altman, Jon, et Francis Markham. 2019. "[Basic Income and Cultural Participation for Remote-Living Indigenous Australians.](#)" Dans *Implementing a Basic Income in Australia, Exploring the Basic Income Guarantee*, édité par E. Klein, J. Mays et T. Dunlop, 87-109. Cham: Palgrave Macmillan.
- Altman, Jon. 2019. "Assimilationist Intent." *Arena Magazine* 160 (06 2019—07 2019): 18–20.
- Caquard, Sébastien, Annita Lucchesi, Thomas Mcgurk, Daviken Studnicki-Gizbert, et Leah Temper. 2019. "[Using maps as a weapon to resist extractive industries on Indigenous territories.](#)" Dans *The Conversation*, April 22, 2019.
- Kamphuis, Charis, et Leah Gardner. 2019. "[Effectiveness Framework for Home-State Non-Judicial Grievance Mechanisms.](#)" Dans *Extractive Industries and Human Rights in an Era of Global Justice: New Ways of Resolving and Preventing Conflicts*, édité par A. M. Manirabona, et Y. Vega Cardenas, 75-100. Montréal: LexisNexis.
- Kamphuis, Charis. 2019. "[Building the Case for Home-State Grievance Mechanisms: Law Reform Strategies in the Canadian Resource Justice Movement.](#)" Dans *Human Rights in the Extractive Industries: Transparency, Participation, Resistance*, édité par I. Feichtner, et M. Krajewski, 455-510. New York: Springer.
- Kamphuis, Charis. 2019. "[Why does Justin Trudeau succumb to corporate pressure?](#)" *The Conversation*, 5 mai 2019.
- Kothari, Ashish, Ariel Salleh, Arturo Escobar, Frederico Demaria, et Alberto Acosta, eds. 2019. [Pluriverse: A post-Development Dictionary.](#) New Delhi: Tulika Books, en collaboration avec AuthorsUpFront.
- Mulrennan, Monica, Colin Scott et Katherine Scott, eds. 2019. [Caring for Eeyou Istchee: Protected Area Creation on Wemindji Cree Territory.](#) Vancouver: UBC Press.
- Temper, Leah, Dylan McGarry, et Lena Weber. 2019. "[From academic to political rigour: Insights from the 'Tarot' of transgressive research.](#)" *Ecological Economics* 164: 106379.

Livre en accès libre en Espagnol

Titre: "De la recolección a los agroecosistemas: Soberanía alimentaria y conservación de la biodiversidad"

Éditeurs: Evodia Silva Rivera, Valentina Martínez Valdés, Maite Lascurain et Ernesto Rodríguez Luna (2018)

À travers des études de cas et des réflexions théoriques, cet ouvrage remonte aux éléments clés de la relation entre les humains et leurs territoires. Il offre des signes indéniables du passé mésoaméricain du Mexique. Nous nous référons plus particulièrement aux connaissances et expériences sur la gestion des ressources naturelles qui ont survécu dans la mémoire collective pendant des siècles, assujetties à des intérêts politiques et économiques, où le principe était l'extraction et la capitalisation du patrimoine biologique et culturel. Le livre est organisé en quatre sections : 1) Souveraineté alimentaire et production durable; 2) La biodiversité agricole et son rôle dans l'économie; 3) La restauration et la gestion des écosystèmes pour une production durable; et 4) Vers l'avenir de l'agrodiversité dans les villes. Cet ordre répond à une logique analytique systémique de chaque phénomène discuté et progresse essentiellement de l'échelle locale à l'échelle régionale.



Le livre est disponible à <http://libros.uv.mx/index.php/UV/catalog/book/QC018>.